

Sommet de la société civile

Jeudi 6 mars 2014
Fondation Universitaire
11 rue d'Egmont - Bruxelles

« Dialogue public-privé pour un renouveau du partenariat économique entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest et du Centre »



L'*Afrique est en mouvement* et suscite de nombreux espoirs dans un monde en mutation profonde. Sa croissance est dynamique, elle est riche en ressources naturelles et humaines, et son marché s'ouvre à la mondialisation. Cette métamorphose en cours est une chance que l'Europe, en recul sur le continent, ne doit pas laisser passer.

Le 4^{ème} Sommet UE-Afrique des 2 et 3 avril 2014 à Bruxelles est une étape importante. Le partenariat stratégique UE-Afrique, lancé en 2007, a besoin d'un nouvel élan. L'Europe et l'Afrique ont des intérêts communs pour la paix, la sécurité, la démographie et l'éducation, le développement durable, et doivent relever ensemble le défi de l'intégration régionale qui leur permettrait de nourrir des coopérations essentielles pour leur prospérité. Sauront-elles saisir l'occasion de cette rencontre pour repenser leur relation privilégiée et redynamiser leur partenariat ?

L'UE doit revisiter son action en Afrique et les modalités de son intervention au titre du commerce et de la coopération. Elle a des atouts à faire jouer et des expériences à faire partager pour réussir le processus d'intégration régionale en Afrique capable de stimuler les échanges et les investissements, et promouvoir des projets communs de développement humain, industriel et social.

Confrontations Europe est convaincue par ailleurs que les sociétés civiles africaines et européennes doivent s'engager et travailler en réseaux, dans un dialogue avec les institutions, pour définir de nouveaux modèles de partenariats et de solidarités entre les pays d'Afrique et ceux d'Europe.

Cette conférence publique se focalise sur les enjeux économiques et sociaux du partenariat UE-Afrique autour de trois défis :

- *le renouvellement des relations commerciales* à travers l'enjeu des négociations des accords de partenariat économique (APE) ;
- *la coopération active pour l'éducation, la formation* et la mobilité sur les marchés du travail ;
- *la création d'une ingénierie financière* pour favoriser des investissements d'intérêt mutuel et financer les projets.

Ces défis sont étudiés à travers deux secteurs stratégiques, *la filière agro-alimentaire et les infrastructures énergétiques*, en privilégiant le *dialogue entre acteurs publics et privés*.

Déroulement :

8h30 - Accueil

9h-9h30 - En forme de lever de rideau

« Mon EurAfrique, ce serait... »



Fatou Diome, écrivaine,

Beseat Kiflé Sélassié, poète et écrivain, ancien directeur du Fonds international pour la promotion de la culture de l'UNESCO, membre du Comité international Joseph Ki-Zerbo

Introduit par **Catherine Véglio-Boileau**, directrice des rédactions, Confrontations Europe

9h30-10h - Ouverture

« Quel nouveau modèle de partenariat entre l'Afrique et l'Europe ? »

Erica Gerretsen-Phipps, chef d'unité pour l'Afrique Centrale, DG EuropeAid – Commission européenne

Lionel Zinsou, président du Fonds d'investissement PAI Partners

Animation : **Claude Fischer**, présidente de Confrontations Europe

10h-10h30 - Pause café

10h30-12h00 Table ronde 1 – *« Accompagner l'intégration régionale africaine : comment renouveler les relations commerciales entre l'UE et l'Afrique dans le cadre des négociations des accords de partenariat économique (APE) ? »*

Les négociations sur les accords de partenariat économique (APE), qui constituent le volet commercial des Accords de Cotonou, pèsent sur les relations UE-Afrique. Une solution politique s'impose car ces accords sont au cœur d'un défi majeur : parvenir à un partenariat d'égal à égal.

Quelles sont les conditions pour conclure les négociations d'APE favorables au développement des pays africains et aux échanges entre l'UE et l'Afrique ? De quelle manière l'UE peut-elle favoriser l'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ? Dans le domaine de l'agriculture, comment les APE pourraient-ils favoriser la création de marchés agricoles régionaux et le développement de filières agro-industrielles locales ?

Erja Askola, Trade Affairs manager à la DG Commerce de la Commission européenne, en charge des APE

Hervé Cronel, conseiller spécial chargé de l'économie et du développement durable au cabinet du secrétaire général de la Francophonie

Philippe Hugon, professeur émérite à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense

Serguei Ouattara, président de la Chambre de Commerce UE-Afrique (UEA-CC)

Simone Zoundi, PDG de Sodepal-SA, Burkina Faso

Animation : **Jean-Christophe Debar**, directeur de FARM, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde

12h-12h45 - Auditions

« Quelle stratégie de co-développement industriel entre l'Europe et l'Afrique ? »

L'industrialisation est une priorité en Afrique qui représente à peine 1% de la production industrielle mondiale. La mise en place de filières industrielles locales est fondamentale pour maintenir durablement une trajectoire de croissance dynamique.

Quels sont les ingrédients pour réussir le virage industriel en Afrique de l'Ouest et du Centre ? Comment favoriser une répartition de la chaîne de valeur ajoutée sur les territoires respectifs de l'Afrique et de l'UE ? Quels partenariats industriels l'UE et l'Afrique peuvent-elles nouer ?

Franck Tapsoba, directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF)

Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs et Partenaires (I&P)

Animation : **Vanessa Jacquelain**, économiste, département Afrique subsaharienne de l'Agence Française de Développement (AFD)

12h45-14h - Pause buffet

14h-15h30 -Table ronde 2 - « *Offrir des perspectives à la jeunesse africaine : quelle coopération pour l'éducation, la formation et l'insertion sur le marché du travail ?* »

En 2030, la moitié des Africains aura moins de 25 ans et l'Afrique sera le continent le plus peuplé en 2050. L'Afrique doit relever les défis de l'éducation et de la formation et offrir des perspectives d'emploi à sa jeunesse. Et l'UE a tout intérêt à promouvoir des partenariats stratégiques dans ces domaines.

Quelles sont les leçons à tirer des expériences éducatives innovantes pour améliorer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes en Afrique ? Quels types de coopération nouer entre établissements d'enseignement africains et européens ? Quel est le rôle du secteur privé pour assurer une meilleure adéquation entre l'offre de formation et les besoins des entreprises ?

Fabrice André, directeur Qualité et RSE d'Orange Afrique, Moyen-Orient et Asie

Olivier Bousige, directeur adjoint de 2iE Technopole

Anthony Bouthelier, président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN)

Christine Heuraux, directrice Appui à la formation, direction du Développement international, EDF

Mathieu Tankoano, directeur IGIP-Afrique au Burkina Faso

Animation : **Roland Portella**, président de la Coordination pour l'Afrique de demain (CADE), directeur de Central Business Leaders

15h30 à 16h – Pause

16h00-17h30 -Table ronde 3 « *Créer un système financier pour le développement économique : quels appuis pour favoriser les investissements ?* »

Un dialogue public-privé efficace est nécessaire pour créer une ingénierie financière favorable à l'investissement. Si des solutions innovantes existent, le manque de réseaux bancaires, de capital-investissement et de crédit mobilisable reste un réel problème pour les entreprises africaines. Par ailleurs, le financement de projets régionaux d'infrastructures est une priorité essentielle pour renforcer l'intégration économique de l'Afrique.

Comment combiner efficacement l'aide publique au développement (APD) à des fonds privés en faveur de la croissance endogène ? Comment stimuler les flux financiers privés et faciliter l'accès des entreprises au crédit et au financement par le marché ? Quels sont les modes de financements innovants en Afrique ? Comment l'UE peut-elle participer à la mobilisation de ressources publiques et privées pour des projets d'infrastructures énergétiques ?

André-Franck Ahoyo, consultant, projet OHADA – IFC Groupe Banque Mondiale

Bruno Barroux, directeur de SEDEP, Société d'Etudes et de Développement Polynésienne

Alessandro Carano, conseiller de direction & chef d'unité département Stratégie, Banque européenne d'investissement (BEI)

Mamadou Daffé, directeur des opérations de la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA)

Jacques Nyemb, avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

Animation : **Olivier Stintzy**, associé du groupe Edifice Capital, responsable du Fonds Infrastructure PPP Africa

17h30-18h30 - Clôture du colloque

Message de **Pascal Canfin**, ministre délégué chargé du Développement

Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe, conseiller spécial du commissaire Michel Barnier



En partenariat et avec la participation de :



Avec la couverture média :

